

## *Introduction*

### **Diversité ou diversion ?**

*« Ensemble, nous devons bâtir une France vivante, fière de sa diversité, capable de se regarder telle qu'elle est et de se rêver telle qu'elle peut devenir, une France qui participera au monde de demain fait de mélanges, d'ouverture et de rencontres entre toutes les cultures. »*

Nicolas SARKOZY\*

*« Fasciné par le modèle américain, le chef de l'UMP est le fer de lance de cette conception. Cette pseudo-solution communautariste n'a jamais été la mienne et elle ne le sera jamais. »*

Laurent FABIUS\*\*

Le 8 février 2008, le président de la République, Nicolas Sarkozy, présentait à la presse et aux forces vives de la Nation sa « *nouvelle politique pour les banlieues* ». En dépit de la volonté affichée de rompre avec la « routine » des politiques de la ville du passé, aucune mesure majeure ne sera véritablement avancée, à l'exception d'une, qui suscitera précisément de nombreux commentaires : le projet d'inscrire dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République le principe de la lutte contre les discriminations et son corollaire, la promotion de la diversité : « *À ce jeune issu de l'immigration, qui travaille à l'école, qui veut faire des études, je veux dire que notre pays ne doit plus répondre à son courage par la lâcheté des discriminations. Je veux le dire aux enfants d'immigrés, qui eux sont français et qui croient,*

---

\* Nicolas SARKOZY, discours « Une nouvelle politique pour les banlieues », Palais de l'Élysée, 8 février 2008.

\*\* Laurent FABIUS, discours « Pour une République laïque », Créteil, 12 mars 2006.

## DISCRIMINER POUR MIEUX RÉGNER

*souvent à tort, quelquefois à raison que la France les aime moins. Je veux leur dire qu'en France personne ne doit plus être jugé sur la couleur de sa peau, ou l'adresse de son quartier. Je veux lui dire que je serai toujours de l'origine de celui que l'on discrimine. Je veux une démocratie irréprochable et en graver les principes dans le Préambule de notre Constitution. J'ai demandé à Simone Veil de conduire un débat national sur ces principes, parmi lesquels il y a la diversité. Si pour des raisons éthiques, la diversité ne peut se définir sur une base ethnique, elle doit néanmoins refléter la richesse de notre société à tous les niveaux de responsabilité<sup>1</sup>. »*

### ***Liberté-Diversité-Fraternité : nouvelle devise républicaine ?***

L'annonce du président de la République a de quoi surprendre : pour certains, c'est la confirmation du glissement progressif et pernicieux de sa politique vers le « modèle anglo-saxon » et le renoncement au sacro-saint principe d'égalité républicaine ; pour d'autres, c'est la naissance d'une nouvelle espérance démocratique, à savoir la réconciliation de l'idéal républicain avec la « politique en action », si chère au Président. La France officielle, centralisatrice et longtemps aveugle devant les discriminations, prendrait-elle enfin la mesure des « inégalités réelles » qui rongent à petits feux notre cohésion sociale ? La polémique est lancée et les tentatives de décryptage de la « nouvelle utopie » sarkozyenne se multiplient, les unes pour dénoncer l'imposture républicaine<sup>2</sup>, les autres, plus rares, pour saluer l'audace et la clairvoyance du chef de l'État<sup>3</sup>.

Pourtant, le bruit circonstanciel autour du discours présidentiel nous semble avoir masqué, sinon négligé, un phénomène plus profond, touchant les responsables politiques et, au-delà, l'ensemble des milieux dirigeants français (chefs d'entreprise, patrons de presse, membres de la Haute fonction publique). La *diversité* tend à devenir une *figure imposée* du discours des élites hexagonales, agissant comme la nouvelle « potion magique » d'Astérix, à la fois révélatrice d'une prise de conscience et d'une profonde impuissance à lutter contre les discriminations, sévissant dans notre société française. En ce sens, quitte à décevoir certains, il faut bien admettre que la « diversité à la française » n'est pas une pure invention de Nicolas Sarkozy – même si le président de la République se revendique volontiers comme son héraut – mais le fruit d'une longue

## DIVERSITÉ OU DIVERSION ?

maturation sociale et, disons-le tout net, d'une crise globale de la représentation, secouée par des tensions contradictoires. Car, en effet, la nouvelle coqueluche de la *diversité* s'inscrit à la fois en continuité et en rupture avec la bonne vieille rhétorique de l'*intégration républicaine* : elle marque le passage d'un État-providence, persuadé de sa supériorité sociale et culturelle dans son rapport à l'Autre (l'étranger, l'immigré, le nouveau Français, etc.), à un État néo-libéral qui doute de lui-même dans sa capacité à gérer la pluralité sociale, contraint ainsi d'expérimenter de nouvelles voies pour établir sa légitimité et renouer avec une croissance économique plus dynamique.

Toutefois, ne nous y trompons pas. Il s'agit toujours de renvoyer l'Autre et le « divers » (le Black, le musulman, le banlieusard...) à son supposé particularisme culturel et ethnique, reproduisant en cela la vision binaire du *Eux et Nous*<sup>4</sup>. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la notion de diversité figure en bonne place dans ce qu'il faut bien appeler aujourd'hui *Le Petit livre rouge du sarkozysme d'État*, à savoir le *Rapport Attali*. Ce dernier dresse un diagnostic extrêmement pessimiste de la représentation nationale et du champ politique hexagonal, suggérant entre autres d'injecter de la *diversité* comme moyen de renouer avec la croissance : « *La France souffre d'une sous-représentation des minorités dans ses organes de décision. Elles ont très peu de représentants de haut niveau dans la haute administration, l'armée, la diplomatie.* » Il serait donc urgent d'« *imposer par quotas la diversité dans les élections municipales, régionales, nationales, européennes et syndicales. Faute d'autres moyens efficaces, les quotas apparaissent nécessaires pour surmonter les résistances de la société à représenter la diversité du pays*<sup>5</sup>. » L'ancienne éminence grise de François Mitterrand, ralliée de dernière heure au sarkozysme gouvernemental, a tranché : les « divers » devront représenter pas moins des 10 % dans les futures assemblées politiques de la Nation ! De *l'injonction à l'intégration*, serait-on ainsi passé en quelques années à *l'injection de la diversité* ? En tout cas, le ton impératif du *Rapport Attali* pourrait le laisser croire : point de salut français en dehors de la diversité !

### **Courir après la droite : l'embarras de la gauche face à la diversité**

Face à cet engouement général pour la diversité, la gauche adopte une attitude embarrassée – c'est le moins qu'on puisse dire –, tentée à

## DISCRIMINER POUR MIEUX RÉGNER

la fois d'agiter le spectre de l'américanisation de la société française et de se réapproprier le concept, en revendiquant pleinement sa paternité, comme le faisait récemment François Hollande au Conseil national du Parti socialiste : *« Quant à la diversité, s'exclame le Premier secrétaire du PS, je ne ferai la leçon à personne ; mais j'en entends tellement demander qu'elle soit partout présente – et elle l'est plus souvent qu'on ne le dit. Cessons tout de même de nous battre la coulpe. Nous sommes le parti qui a présenté le plus de candidats issus de la diversité aux dernières élections régionales et aux dernières élections législatives. Pas assez, mais disons-le quand même. Sinon personne ne le dira à notre place. C'est pourquoi, le premier devoir des socialistes, si c'est possible, est de dire du bien d'eux-mêmes. Si toute la presse en disait tellement de nous, je préconiserais que l'on se retienne. Mais, comme ce n'est pas toujours le cas, dites du bien de ce que vous faites, de ce que vous pensez, de ce que vous engagez, de ce que vous réalisez et ne commencez pas par parler de vous comme vous n'oseriez pas parfois parler de la droite<sup>6</sup>. »*

Nul doute que la bataille politique pour la paternité de la diversité ne fait que commencer. La droite gouvernementale compte bien en faire un argument électoral pour déstabiliser la gauche dans ses bastions historiques : après la reconquête des classes populaires, Nicolas Sarkozy entend s'attaquer à la reconquête des « classes dangereuses » ou, du moins, celles qu'il juge récupérables : les « bons Beurs » et les « gentils Blacks » *versus* les « racailles ». La gauche, elle, n'a d'autre choix que de suivre le train présidentiel en marche, développant une forme de déni à l'égard de ceux qui furent pourtant les « enfants illégitimes » du mitterrandisme d'État, à savoir ces militants issus des migrations et des DOM-TOM qui investirent massivement le PS au cours des années 1980-1990 et qui en gravirent patiemment tous les échelons. Curieuse attitude d'une gauche gouvernementale qui entretient un véritable complexe d'infériorité à l'égard de la « diversité sarkozyenne », alors qu'elle pourrait trouver une réplique adéquate en puisant dans ses propres ressources militantes. En effet, cela fait bien longtemps que le PS compte dans ses rangs des militants et même des cadres politiques issus de la diversité. Pourtant, la tentation est forte pour un certain nombre de dirigeants socialistes, de céder à l'effet de mode, en fabricant *ex nihilo* de la diversité médiatique, ignorant la pluralité existant dans ses sections et ses fédérations.

## DIVERSITÉ OU DIVERSION ?

**Marché de la diversité et diversité de marché**

À travers cette attitude ambivalente de la gauche hexagonale, nous touchons là au *paradoxe de la diversité* «à la française» qui sera plus longuement analysé dans cet ouvrage. Contentons-nous de l'énoncer en quelques lignes : la diversité connaît son apogée politique et surtout médiatique au moment même où les discriminations ethniques n'ont jamais été aussi criantes au sein des partis politiques. En somme, l'enthousiasme pour la diversité n'a pas entraîné un recul massif des discriminations en politique, loin de là. Il les a largement accompagnées, parfois soulagées, mais jamais effacées. Et pour cause : la diversité apparaît comme la formule miracle pour résoudre près de vingt ans de «retard français» dans la lutte contre les discriminations. Faute d'une politique publique cohérente, capable de motiver les différentes instances de l'État à l'échelon national et surtout aux échelons locaux, l'on prétend «diversifier» dans tous les secteurs clefs (médias<sup>7</sup>, entreprises<sup>8</sup>, partis politiques<sup>9</sup>, police<sup>10</sup>, armée<sup>11</sup>, cinéma, showbiz, etc.), en insufflant des solutions «techniques» et «statistiques» à un problème qui se situe pourtant d'abord dans la tête de nos élites politiques et économiques.

Depuis quelques années, la France se hisse en grande prêtresse républicaine de la diversité en Europe : on produit des policiers de la diversité, des soldats de la diversité, des entrepreneurs de la diversité, des militants politiques de la diversité, des présentateurs TV de la diversité, des top models de la diversité et même des acteurs de télé-réalité de la diversité ! La diversité «à la française» s'affiche, haute en couleur, donnant des leçons au monde entier, conformément à la «bonne vieille idée», que seul l'universalisme français serait porteur de «progrès», narguant ainsi les communautarismes de nos voisins européens et de notre allié américain<sup>12</sup>. Le grand marché de la diversité a succédé au grand débat public sur l'intégration républicaine, avec cependant une inflexion notoire : c'est moins l'État qui conduit la marche de la diversité que le monde de l'entreprise et le milieu des affaires, nous indiquant désormais la voie à suivre, comme le relève fort pertinemment le sociologue Patrick Simon : «*Du reste, c'est devenu une spécialisation pour de nombreux cabinets de consultants qui font de la préparation à la diversité une activité extrêmement lucrative et pas si compliquée puisque, pour l'essentiel, il s'agit d'appliquer des recettes éprouvées aux États-Unis, au Canada ou en Grande-Bretagne*<sup>13</sup>. » Sur ce plan, force est de reconnaître que l'impulsion de la diversité est fournie par les entreprises privées avec toutes les distorsions

## DISCRIMINER POUR MIEUX RÉGNER

que cela peut produire sur notre imaginaire politique et civique : la *diversité de marché* triomphe, contraignant les partis politiques à s'aligner sur ce credo néo-libéral. Les responsables politiques français imitent plus qu'ils n'imaginent, ils reproduisent plus qu'ils ne créent, se donnant par là l'illusion douceâtre de lutter efficacement contre les discriminations.

Pire, ils induisent parfois des formes nouvelles de clientélisation de la vie politique française qui transforment les pratiques clientélistes classiques de type « patronage » au profit d'un clientélisme communautaire et segmentaire : le ciblage identitaire des électorats est devenu aujourd'hui une pratique courante chez certaines élites politiques qui font preuve d'un « réalisme » sociodémographique. Pour gagner une circonscription, une municipalité, un canton..., il est souvent tentant d'opérer des distributions de postes et de gratifications symboliques ou matérielles sur des critères ethniques, au risque de légitimer une sous-catégorie de militants, de candidats et d'élus de la « diversité », dont la principale fonction serait précisément de rabattre les électeurs dits « communautaires » vers les grands partis (PS, MoDem et UMP). La clientélisation du champ politique débouche inexorablement sur une forme de clientélisme de type ethnique qui n'est pas exclusive d'autres pratiques clientélistes fondées sur la métaphore du marché économique.

Car la diversité, notion polysémique, relève d'abord d'une « rhétorique molle » qui, en creux, souligne la crise de notre système de représentation politique, consacrant le triomphe de la communication sur la résolution des problèmes de fond : *« Dans ce cadre, dirigeants et dirigés, société et État sont placés sur le même plan, censés être pareillement concernés et responsables. Le discours s'aligne alors sur celui du management et de la communication développant une rhétorique molle qui dit tout et son contraire et pratique un art consommé de la dénégation. L'incohérence des propos et des pratiques concerne l'ensemble des sphères de l'activité sociale et touche les plus hauts sommets de l'État. Ce type de pouvoir désoriente et déstabilise la société. Il entretient et sème la confusion et le désarroi chez ceux dont il a la responsabilité et la charge en termes de repère, d'assistance et d'aide<sup>14</sup>. »*

### **Enquête sur les chemins tortueux de la diversité « à la française »**

Objet d'une réflexion collective, cet ouvrage est aussi l'aboutissement d'une analyse sociologique sur les difficultés rencontrées par cette « diver-

## DIVERSITÉ OU DIVERSION ?

sité» à s'inscrire dans la tradition politique française et à être banalisée. Notre démarche se situe à deux niveaux. Tout d'abord, dévoiler à partir de témoignages d'acteurs engagés (militants, cadres, candidats, élus, etc.), les processus de discrimination au sein des partis politiques ; d'où le choix de privilégier une enquête approfondie, afin de mieux constater, cerner et appréhender ces phénomènes encore tabous au sein des organisations partisans. Ensuite, il s'agit de resituer ces pratiques dans un contexte plus général, celui d'une vie publique hexagonale de plus en plus marquée par le marketing et la politique spectacle. Dans ce grand *show politico-médiatique*, la « diversité » joue assurément un rôle précis.

Pour ce faire, nous avons cherché à comprendre les « dysfonctionnements » internes aux appareils politiques, sans céder pourtant à une quelque forme d'angélisme ou de complaisance. Refusant toute posture victimaire, nous avons conscience, dès le début de notre étude, que les acteurs porteurs du label « diversité » – en l'occurrence nos enquêtés – étaient aussi parties prenantes des luttes de pouvoir et de classement se déroulant à l'intérieur de leur organisation. D'où une certaine ambivalence dans leur positionnement qui peut conduire certains d'entre eux à dénoncer la « diversité ghetto », tout en l'instrumentalisant à des fins de promotion personnelle, de cooptation ou de reconnaissance politique. La diversité est un stigmate mais elle est aussi une ressource que ne manquent pas d'exploiter les militants politiques issus de l'immigration et des DOM-TOM. De ce point de vue, la diversité représente, par excellence, le règne de l'ambivalence politique. Si, à certains égards, elle peut apparaître comme la manifestation d'une discrimination larvée, sinon une forme d'assignation communautaire, elle constitue aussi un extraordinaire « levier » pour des carrières militantes et des vocations gouvernementales.

Cette enquête s'appuie également sur de nombreuses sources écrites et orales, telles que les documents officiels des partis politiques, les discours des dirigeants, toutes tendances politiques confondues (PCF, Verts, PS, MoDem, UMP, etc.), des documents privés remis gracieusement par les enquêtés (courriers personnels, pétitions, enregistrements, tracts, etc.), ainsi que sur les résultats de travaux de recherche traitant des questions d'ethnicité, de racisme et, plus largement, de l'évolution de la démocratie représentative.

Enfin, rappelons que cette étude inédite est le fruit d'une collaboration entre deux chercheurs en sciences sociales, Vincent Geisser et El Yamine Soum, appartenant à deux « générations » différentes : le premier a commencé ses travaux à la fin des années 1980, au moment du triomphe

## DISCRIMINER POUR MIEUX RÉGNER

du « multiculturalisme d'État » et des tentatives de la gauche gouvernementale pour structurer une élite associative et partisane issue de l'immigration postcoloniale ; le second a débuté ses recherches au début de la décennie 2000, période au cours de laquelle décline l'utopie multiculturelle au profit d'une « diversité pragmatique », dans un contexte où la problématique de la lutte contre les discriminations a totalement évincé celle de l'intégration. D'où deux regards à la fois complices et complémentaires pour mieux saisir et faire comprendre le processus par lequel la diversité a conquis un statut quasi-officiel au sein de la République française.

## NOTES

1. Nicolas SARKOZY, discours « Une nouvelle politique pour les banlieues », *idem*.
2. Paolo FLORES D'ARCAIS, André GRJEBINE, « La diversité dans la Constitution : danger ! », *Le Monde*, 5 mars 2008.
3. Yves JEGO, porte-parole de l'UMP : « Plutôt qu'un énième plan où s'alignent les chiffres et les "mesurettes", le chef de l'État a porté une vision globale de l'évolution de nos banlieues, en mettant l'accent sur l'éducation et l'accès à l'emploi », cité par *Le Journal du Dimanche*, 8 février 2008.
4. Joël ROMAN, *Eux et Nous*, Paris, Hachette Littératures, 2006.
5. Jacques ATTALI (dir.), *Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française*, janvier 2008 : [www.liberationdelacroissance.fr](http://www.liberationdelacroissance.fr). Lire plus particulièrement le paragraphe intitulé « Promouvoir la diversité et lutter contre les discriminations liées à l'origine », p. 130 et suivantes.
6. François HOLLANDE, discours au Conseil national du Parti socialiste, 27 octobre 2007.
7. CLUB AVERROËS, *Bilan de la diversité dans les médias audiovisuels de novembre 2005 à octobre 2006*, Paris, octobre 2006.
8. INSTITUT MONTAIGNE, « La charte de la diversité dans l'entreprise », téléchargeable sur le site de l'institut : [www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org).
9. Cf. le colloque du Haut conseil à l'intégration « Diversité et représentation politique », Paris, Institut d'études politiques, 28 octobre 2006.
10. Sur la diversité dans la police, cf. notamment Azouz BEGAG, *La République à ciel ouvert : rapport à M. le ministre de l'Intérieur, de la sécurité et des libertés locales*, Paris, La Documentation française, novembre 2004.
11. Cf. la campagne de recrutement conjointement organisée par la SNCF et l'Armée de terre : « L'armée dans le train de la diversité », ministère de la Défense du 18 mars au 4 avril 2008. Voir aussi, l'entretien avec Elyamine SETTOUL, « Diversité et islam dans l'armée française », sur [www.oumma.com](http://www.oumma.com), 10 juillet 2007.
12. Nicolas SARKOZY, « La France de la diversité », discours de Villepinte, 11 avril 2007.

## DIVERSITÉ OU DIVERSION?

13. Patrick SIMON, « Comment la lutte contre les discriminations est passée à droite? », *Mouvements*, Paris, La Découverte, n° 52, 2007, p. 161.
14. Jean-Pierre LE GOFF, « Naissance et développement de la démocratie post-totalitaire », dans « Malaise dans la démocratie. Le spectre du totalitarisme », *Revue du MAUSS*, Paris, La Découverte, n° 25, 2005, p. 61-62.